

French Version
(Abridged)
Executive Summary
& Recommendations



GETTING IT WRONG:

Flawed "Corporate Social Responsibility" and Misrepresentations Surrounding Total and Chevron's Yadana Gas Pipeline in Military-Ruled Burma (Myanmar)



GETTING IT WRONG: RÉSUMÉ

Dès le début des années 90, deux groupes pétroliers occidentaux ont conclu un partenariat avec le régime militaire birman¹ dans le cadre de l'un des projets de développement les plus controversés au monde : le projet gazier de Yadana, implanté dans une région isolée du sud de la Birmanie (Myanmar), dont les opérateurs sont le français Total et l'américain Chevron. *Yadana*, « trésor » en Birman, est un projet de grande envergure destiné à acheminer du gaz naturel depuis la Mer d'Andaman jusqu'en Thaïlande par un gazoduc terrestre qui traverse une région isolée du sud-est de la Birmanie et sensible sur le plan environnemental. Dès le début du projet, l'armée birmane², qui a été chargée de garantir la sécurité des groupes pétroliers et du gazoduc, a commis des violations massives et systématiques des droits de l'homme à l'encontre des populations locales. Des allégations dûment documentées font état d'exactions violentes et systématiques y compris d'exécutions extrajudiciaires, de viols, d'actes de torture, de recours au travail forcé, de confiscation de terres et de déplacements forcés. Nombre de ces exactions et autres abus sont encore commis, le rapport de l'ERI *Total Impact* (2009) en fournit les preuves.

Les groupes Total et Chevron n'ont cessé de nier toute complicité dans les exactions commises par l'armée birmane à l'encontre des populations vivant dans la zone du gazoduc. Néanmoins, la vérité a éclaté au grand jour lors de multiples procès instruits à la suite d'actions introduites par des villageois birmans devant des tribunaux américains et européens, d'accords transactionnels entre les groupes pétroliers et les victimes ainsi que dans des documents détaillés de première main qu'EarthRights International et d'autres organisations ont rassemblés et publiés dans de nombreux rapports depuis 1996. Plutôt que d'assumer leur responsabilité et de s'efforcer de réduire les dommages causés par leurs opérations, Total et Chevron persistent encore aujourd'hui à minimiser la gravité, en Birmanie, des incidences préjudiciables aux populations directement touchées par le projet et au peuple birman dans son ensemble.

Le présent rapport démontre, pièces à l'appui, que les évaluations d'impact commandées par Total comportent des erreurs d'ordre méthodologique, qu'elles sont inexactes et incomplètes sur les faits. C'est notamment le cas des évaluations menées par le *Corporate Engagement Project* (CEP) (Projet d'engagement des entreprises) de la société américaine CDA Collaborative Learning Projects (CDA)^{viii}. Ce rapport met en évidence et analyse les audacieuses et fausses déclarations des groupes pétroliers qui continuent à affirmer qu'aucune exaction n'est commise dans la zone du gazoduc et que leur projet est globalement positif.

CDA décrit son *Corporate Engagement Project*, dans la rubrique duquel il a menées des évaluations en Birmanie pour le compte de Total, comme étant une initiative destinée à aider les entreprises à s'assurer que les impacts de leurs opérations sur les communautés locales sont plus positifs que négatifs. Qualifiés d'« experts indépendants » par Total, les intervenants de CDA se sont rendus en Birmanie à cinq reprises depuis 2002 et ont

¹ Le terme « birman » est utilisé pour désigner tout ce qui concerne le pays, sa langue dominante ou la population birmane dans son ensemble y compris les différents groupes ethniques. Les forces armées sont généralement désignées par le terme Tatmadaw, traduction littérale en birman. L'armée, la marine et les forces aériennes sont respectivement dénommées Tatmadaw Kyi, Tatmadaw Ye et Tatamadw Lay. Dans ce rapport, ERI emploie les termes « armée birmane » et « marine birmane ».

² Le premier sujet d'étude du présent rapport traite du travail et la méthodologie du *Corporate Engagement Project* (CEP) du CDA Collaborative Learning Projects. Cette organisation américaine, dont le siège se trouve dans le Massachusetts, a été mandatée par la Total en 2002 pour évaluer les impacts de ses opérations en Birmanie. Lors de sa première mission, le CDA était une organisation à but lucratif du nom de Collaborative for Development Action (CDA), Inc. En 2003, le CDA est devenue une entreprise « à but non lucratif », elle s'appelle désormais le CDA Collaborative Learning Projects (CDA).

publié cinq rapports après avoir passé 20 jours à peine dans la région du gazoduc. Les rapports présentent une analyse globalement positive des incidences de la présence de Total et de Chevron en Birmanie. Une analyse qui diffère considérablement de celle établie à partir de l'impressionnant dossier de preuves et de témoignages de villageois vivant dans la région de Yadana qu'ERI et d'autres organisations ont constitué depuis le milieu des années 90. Le présent rapport ainsi que *Total Impact*, également publié par ERI, visent à décrire avec précision la situation actuelle du projet Yadana.

Le **Chapitre I** du rapport détaille les innombrables erreurs de méthode que CDA a commises dans au moins 10 domaines relevant de son processus d'évaluation des impacts du projet de Total en Birmanie. On peut ainsi citer ses naïves et malencontreuses tentatives d'interroger des villageois « de manière ouverte » alors que la société birmane est fermée et répressive ou son incapacité à évaluer correctement les impacts sur les villages juste en dehors de la zone étroitement définie du couloir du gazoduc. Entre autres erreurs également commises, celle de recourir aux interprètes de Total pour interroger des villageois et ce en présence du service du renseignement militaire, des soldats et du personnel du groupe français. Les informations qui sont obtenues dans de pareilles conditions sont sujettes à caution que ce soit dans le cadre d'une enquête sur les droits de l'homme ou d'une étude d'impact, tout particulièrement en Birmanie où les représailles à l'encontre de ceux qui critiquent le régime et ses partenaires commerciaux font l'objet d'une abondante documentation. Par ailleurs, CDA n'a pris aucune précaution pour assurer la sécurité des personnes interrogées, alors que ces dernières avaient été préalablement mises en garde contre toutes critiques visant les opérateurs pétroliers, ce qui sème le doute sur les résultats de son évaluation.

Bien que ces erreurs de méthode, et bien d'autres encore telles qu'elles sont décrites dans le Chapitre I du présent rapport, auraient dû remettre en cause les conclusions de l'analyse réalisée par CDA, Total et Chevron n'ont cessé de présenter publiquement ces résultats en les dénaturant. Le **Chapitre II** du rapport énumère les moyens qu'utilisent les deux opérateurs pour travestir les effets de leur présence en Birmanie ainsi que leur utilisation abusive des évaluations de CDA. À titre d'exemple, Total a, à maintes reprises, eu l'audace d'affirmer, sans en fournir la preuve, que le recours au travail forcé n'existait plus dans le couloir du gazoduc, allant jusqu'à proclamer que CDA et l'OIT n'avaient trouvé aucun cas dans cette zone, ce qui est faux. Notre rapport fournit la preuve que CDA et l'OIT n'ont jamais fait de déclaration dans ce sens.

La pratique du travail forcé est, au contraire, largement répandue aujourd'hui encore dans le corridor ; et elle l'est encore plus dans la région entière du gazoduc. Les documents d'EarthRights International indiquent que les atteintes aux droits de l'homme liées au projet Yadana sont encore systématiques, que Total et Chevron en sont les responsables et que ces derniers ont sciemment travesti les effets de leurs opérations en Birmanie.

Ces deux groupes pétroliers pourraient encore beaucoup faire pour améliorer leur présence dans le pays. Dans sa conclusion, *Getting it Wrong* indique que le projet Yadana est loin d'être un modèle d'investissement responsable dans un contexte difficile et que les évaluations du projet faites par CDA ne devraient plus être considérées comme étant exactes ou fiables.

Conclusion

Les indications déformées et parfois fausses que Total et Chevron ont fournies sur les observations faites par des tiers tel que CDA, ont empêché l'opinion publique, les investisseurs et plus globalement les entreprises pétrolières ainsi que les sociétés d'investissement socialement responsable (ISR) d'être correctement informés sur les impacts du projet Yadana en Birmanie. En fin de compte, toutes ces entreprises, y compris CDA, qui contribuent à cette dissimulation, rendent un très mauvais service aux communautés ethniques locales de la région de Yadana qui subissent les effets néfastes du projet. Ainsi que l'a indiqué une victime de travail forcé : « Avant l'arrivée du groupe, la situation était normale. Aucune présence militaire, aucun recours au travail forcé ».

Il n'en reste pas moins que les implications dangereuses d'évaluations incomplètes et dénaturées comme celles de CDA vont bien au-delà du préjudice causé à la population de la zone du gazoduc de Yadana. D'autres entreprises extractives s'appuient sur les informations que Total, Chevron et CDA fournissent dans le cadre de leur campagne de propagande, suscitant ainsi de fausses perspectives d'investissement responsable en Birmanie. En réalité, Total, qui se considère comme étant le chef de file des groupes industriels dans le domaine de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), a organisé en Birmanie des réunions avec des entreprises d'énergie nationales et étrangères suite aux recommandations que CDA lui avait faites. Les investissements étrangers dans le secteur pétrolier et gazier ont augmenté de manière significative au cours des dernières années ainsi que les affirmations dissimulées des entreprises selon lesquelles le sort du peuple birman était au centre de leurs préoccupations. Le groupe sud-coréen Daewoo International, déjà associé à des cas d'atteintes aux droits de l'homme dans le projet du gazoduc de Shwe, a déclaré en privé qu'il considérait l'exemple de Total et de Chevron comme une référence en matière de développement gazier et de RSE en Birmanie. Les responsables de CDA ont, d'ores et déjà, proposé leurs services au groupe Daewoo International pour le projet de Shwe dans la perspective d'apporter au consortium Shwe une expertise semblable à celle qu'ils ont fournie aux opérateurs du projet Yadana.

Si Total, Chevron et d'autres groupes pétroliers qui investissent en Birmanie pensent pouvoir détourner les critiques fondées et éviter d'éventuelles conséquences sur le plan juridique et sur celui des relations publiques en passant simplement commande d'études d'impact qui leur soient favorables comme celles réalisées par CDA, ils commettent une grave erreur. De même, si des organismes tels que CDA persévèrent dans ce rôle, les risques qui pèsent sur l'existence des communautés birmanes ne feront qu'empirer. La multiplication des évaluations douteuses desservira les investisseurs et le public en général qui ont besoin d'avoir des informations fiables pour prendre des décisions importantes en matière de développement économique.

Tant que les systèmes de développement depuis longtemps mis en place en Birmanie, et qui font l'objet d'une documentation détaillée, ne changeront pas radicalement, les perspectives de voir les entreprises extractives se comporter correctement dans le pays restent minces alors que les conséquences de leur mauvaise conduite restent lourdes.

Recommandations

À Total et à Chevron:

- Cesser d'utiliser les conclusions de CDA pour rejeter les allégations selon lesquelles des violations des droits de l'homme sont toujours commises dans le corridor du gazoduc et arrêter d'affirmer que CDA est un organisme tiers qui a analysé de manière objective la situation des droits de l'homme et l'état de l'environnement au regard des activités du projet Yadana.
- Reconnaître publiquement que des exactions ont été commises par le passé et user de leur influence auprès du SPDC, leur partenaire commercial, pour qu'il soit mis fin aux violations perpétrées dans la zone du gazoduc en insistant sur l'obligation de respecter à l'avenir les droits de l'homme.
- Démentir publiquement les affirmations relatives à la disparition du travail forcé dans le corridor du gazoduc de Yadana, en particulier la déclaration publiée sur le site de Total et faussement attribuée à l'Organisation internationale du travail.
- Mener des enquêtes sérieuses sur de possibles mesures de rétorsion prises par l'armée birmane à l'encontre des habitants de la zone du projet de Yadana qui ont répondu aux enquêteurs du CDA Collaborative Learning Projects et en assumer la responsabilité.
- Publier les relevés de tous les versements effectués aux autorités birmanes depuis le démarrage du projet de Yadana.
- Œuvrer pour qu'il soit mis fin à la présence des forces de sécurité birmanes dans la zone du projet de Yadana.

Aux entreprises extractives envisageant d'investir en Birmanie :

- Cesser tout nouvel investissement ou projet de construction tant que des mesures appropriées visant à en atténuer ou à en prévenir les effets négatifs sur les droits de l'homme et sur l'environnement n'auront pas été prises et tant que les communautés locales ne pourront pas exercer leur droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Sont particulièrement concernées les entreprises qui participent au développement du projet gazier de Shwe, y compris Daewoo International, Korea Gas Company, Gas Authority of India Ltd., ONGC Videsh, Chinese National Petroleum Company, PetroChina et d'autres encore. Ces entreprises devraient arrêter immédiatement toutes activités liées au projet tant que les recommandations présentées dans ce rapport n'auront pas été mises en oeuvre.
- Confier à des tiers la réalisation d'évaluations des incidences sur l'environnement et sur les droits de l'homme menées de façon indépendante, objective et vérifiable, avant le démarrage de tout projet pétrolier et gazier en Birmanie ; y inclure la libre et entière participation de la population locale et publier l'intégralité de ces évaluations dans les langues vernaculaires.
- Faciliter le contrôle du respect des droits de l'homme effectué par des tiers de manière indépendante et vérifiable s'agissant des projets en cours.
- Reconnaître le droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, comme étant un droit fondamental des peuples autochtones et consulter des tiers objectifs et indépendants afin que ce droit soit respecté dans le cadre des opérations envisagées par la société.
- Rendre public le montant de tous les versements effectués aux autorités birmanes.

Au CDA Collaborative Learning Projects (CDA), Corporate Engagement Project (CEP):

- Clarifier publiquement les déclarations contradictoires et erronées faites par Total et Chevron à propos des rapports de CDA, et tout particulièrement les affirmations de Total selon lesquelles CDA a constaté l'éradication du travail forcé dans la zone du gazoduc.
- Préciser publiquement que les rapports établis par l'organisation ne sont pas des évaluations de la situation des droits de l'homme, que CDA n'est pas expert en la matière, et que les assertions de Total relatives aux exactions commises ne devraient pas s'appuyer sur les études de CDA.
- Modifier la méthode d'évaluation du CEP afin d'y inclure les normes internationales en matière des droits de l'homme, notamment celles se référant au travail forcé ou obligatoire.
- S'assurer, lorsque d'autres enquêtes seront réalisées en Birmanie, que les entretiens avec les membres des communautés locales soient organisés en privé plutôt qu'en public ou en groupe, par des intervenants ayant établi des relations étroites avec les populations vivant sur place; que la durée du séjour dans la zones du projet soit plus longue ; que des associations de défense des droits de l'homme, accompagnées de réfugiés de la zone du chantier, puisse enquêter de manière approfondie et discrète sur les effets que la présence conjuguée de Total, de Chevron et des bataillons de forces de sécurité à l'extérieur des limites du couloir du gazoduc; et que les entretiens soient réalisés dans les langues locales.
- Enquêter sérieusement sur de possibles mesures de rétorsion prises par l'armée birmane à l'encontre des habitants de la zone du projet de Yadana qui ont répondu aux enquêteurs de CDA.
- Établir la liste complète des conséquences du projet Yadana avec la description intégrale des contextes historique et géographique, question qui a été omise dans les cinq précédentes publications de CDA.

Aux investisseurs et actionnaires d'entreprises extractives opérant en Birmanie :

- Engager activement les companies concernant leurs investissements, leurs effets et activités au Burma avec des buts comportant des échéances pour améliorer le comportement des sociétés.
- Appuyer les résolutions des actionnaires qui préconisent des politiques et des pratiques visant à améliorer l'État de droit, la promotion ainsi que la protection des droits de l'homme et de l'environnement ; la transparence des recettes et tout autre forme de transparence ; les droits des peuples autochtones et des communautés concernées, y compris le droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.
- Promouvoir les objectifs de la campagne *Publish What You Pay* (« Publiez ce que vous payez ») et l' *Extractive Industries Transparency Initiative* (« Initiative pour la transparence dans les industries extractives »).

Au State Peace And Development Council (SPDC)³:

- Observer les obligations de respecter les droits de l'homme fondamentaux et de protéger l'environnement en vertu du droit international. Cesser les atteintes aux droits

³ EarthRights International reconnaît que la junte militaire birmane n'a pas su préserver les droits les plus élémentaires de la population birmane et, par conséquent, ne s'attend pas à ce que le SPDC applique les recommandations mentionnées ici. Toutefois, ERI est convaincu qu'il est important d'indiquer les mesures qu'un gouvernement, un tant soit peu responsable, devrait appliquer pour commencer à respecter les droits fondamentaux de la population birmane.

de l'homme à l'encontre des populations vivant dans la région du gazoduc de Yadana et sur tout le territoire birman, mettre fin également aux exécutions extrajudiciaires, aux violences sexuelles, aux actes de torture, à l'usage excessif de la force, aux détentions et emprisonnements arbitraires, au travail forcé et aux déplacements forcés.

- Respecter et protéger le droit fondamental des populations birmanes à participer aux décisions relatives au développement, et le droit, notamment celui des groupes ethniques autochtones birmans, au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.
-